

BTP

Loin d'être une catastrophe

La Capeb a fait le bilan de l'activité économique et de ses actions syndicales pour 2018. Une année qui n'a pas été "morose" pour l'artisanat. Mais il reste encore des points négatifs : délais de paiement, kbis et logements sociaux.

“L'année 2018 n'a pas été une année miracle sur le front de l'activité elle-même”, explique le président de la Capeb, Cyrille Rickmounie. Mieux, à écouter la confédération des artisans du BTP à La Réunion, elle n'a pas été "morose", malgré la crise des gilets jaunes. Le chiffre d'affaires du secteur est en légère hausse (entre 1,3 et 1,37 milliard d'euros) et le nombre de salariés a culminé jusqu'à 17 974 dans le BTP. L'effectif salarié a cru de 9,5% en 5 ans. Côté entreprises, elles ont augmenté de 10% sur la même période. "Si le nombre de salariés est en hausse, c'est que le chiffre d'affaires des entreprises est également en hausse", insiste-t-il. Si le tableau semble plutôt flatteur, il y a quelques ombres persistantes. "De nombreuses entreprises vivent des difficultés en raison des délais de paiement. Cela impacte fortement leur trésorerie." Une situation à laquelle il faut ajouter le délai d'obtention des kbis, toujours problématique pour la vie des entreprises. Le plus inquiétant reste le logement social. "L'effondrement du mar-

ché de la construction libre, laisse encore des traces. Et le logement social, planche de salut pour les entreprises, ne produit pas les effets escomptés", souligne-t-il.

SE STRUCTURER EN INTERPROFESSION

Pour 2018, aucune mise en chantier n'a été effectuée dans le cadre de l'accession à la propriété, l'amélioration et la réhabilitation. "C'est le résultat de la décision du gouvernement de supprimer l'APL accession", précise Hubert Picardo, délégué au logement social à la Capeb. Par contre en 2019, certains chantiers vont pouvoir repartir. 360 dossiers sont débloqués sur les 1000 en attente. Le gouvernement a décidé de réintroduire l'APL Accession de manière exceptionnelle avant qu'un nouveau dispositif soit mis en place en 2020.

"C'est dans la difficulté que nous sommes plus forts. Nous n'attendons plus de cadeaux de l'Etat. Nous sommes décidés à prendre notre destin en mains", rappelle Cyrille Rickmounie. En parallèle, la Capeb milite pour la structuration de la fi-



"Si le nombre de salariés est en hausse, c'est que le chiffre d'affaires des entreprises est également en hausse", insiste Cyrille Rickmounie, président de la Capeb (photo JD)

lière BTP en interprofession, comme c'est le cas dans l'agroalimentaire. Elle insiste sur la nécessité de mener cette expérimentation. D'autant que dans le même moment, c'est ouvert la discussion sur les négociations salariales au sein de la branche. La Capeb n'a pas encore décidé de l'effort qu'elle pourrait proposer aux salariés. La prochaine réunion aura lieu le 12 mars prochain.

Julien Delarue
jdelarue@jir.fr

Une étude sur les prix de la construction

Avec le concours de la Chambre de métiers, la Capeb a lancé une étude sur le prix de la construction dans le logement social. Financée par la Région et pilotée par le cabinet Elan, cette étude doit permettre de faire la lumière sur la réalité des coûts de construction. "Il faut savoir qu'une opération est lancée 4 à 5 ans avant sa mise en chantier. Les prix restent figés pendant 2 ans avant le lancement des travaux. Ce qui engendre des coûts et manques à gagner pour les entreprises", précise Franck Legros pour la Capeb. L'étude devrait être publiée dans le courant du mois de juin.

Les syndicats enseignants manifestent devant le rectorat

ÉDUCATION. Le SNES-FSU Réunion, la FSU Réunion, Sud Education, FO, SE-UNSA, SNALC et SGEN-CFDT ont manifesté devant les grilles du Rectorat hier après-midi, pour protester contre les suppressions de postes, les réformes des collèges et lycées, Parcoursup, ainsi que la 2^e HSA imposée. Parmi eux, des enseignants grévistes du lycée polyvalent Roland Garros au Tampon, venus protester contre la dotation jugée insuffisante allouée à l'établissement pour la rentrée 2019. Cette faible enveloppe entraînera selon eux la suppression de 11 postes et aggraver les conditions d'apprentissage des élèves. Après avoir sensibilisé les parents au problème aux abords du lycée dans la matinée, ils ont rejoint le mouvement de l'intersyndicale devant le Rectorat. Pour les quelques dizaines de manifestants présents, "une école ambitieuse pour toutes et tous" doit passer par "l'amélioration des conditions de travail et d'enseignement". Parallèlement à la manifestation, une petite délégation FO était accueillie à la préfecture hier.



L'intersyndicale proteste contre le manque de moyens accordés aux établissements. (Photo SLY)



SPÉCIAL

COUP DE POUCE

FIN DE MOIS



LE PAIEMENT DE VOS ACHATS

DIFFÉRÉ AU 6*

DU MOIS SUIVANT

Achats effectués du 20 au 30 (ou 31) du mois



SAINT-PIERRE BANK / TAMPON CENTRE / SAINT-LOUIS / QUARTIER FRANÇAIS / LA MONTAGNE / LE MOUFIA / SAINT-PAUL CHAUSSÉE ROYALE

*Offre limitée à un chèque par foyer d'un montant maximum de 200€. Une pièce d'identité valide sera demandée au client lors de son passage en caisse